

S-37

First Session, Thirty-eighth Parliament,
53-54 Elizabeth II, 2004-2005

SENATE OF CANADA

BILL S-37

An Act to amend the Criminal Code and the Cultural Property
Export and Import Act

AS PASSED

BY THE SENATE
JULY 18, 2005

S-37

Première session, trente-huitième législature,
53-54 Elizabeth II, 2004-2005

SÉNAT DU CANADA

PROJET DE LOI S-37

Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur l'exportation et
l'importation de biens culturels

ADOPTÉ

PAR LE SÉNAT
LE 18 JUILLET 2005

SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to prohibit certain offences, including theft, robbery, mischief and arson against cultural property protected under the 1954 Convention for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict. Those amendments allow for the prosecution of such offences when committed outside Canada by Canadians.

It also amends the *Cultural Property Export and Import Act* to prohibit Canadians from illegally exporting or otherwise removing protected cultural property from an occupied territory. Those amendments allow for the prosecution of such offences when committed outside Canada by Canadians and provide for a mechanism for the restitution of cultural property.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* pour interdire notamment le vol, le vol qualifié, les méfaits et les incendies criminels touchant les biens culturels protégés aux termes de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (1954). Il prévoit aussi le pouvoir de poursuivre tout Canadien qui commet une telle infraction à l'étranger.

Il modifie également la *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels* pour interdire l'exportation ou le retrait illégaux par un Canadien de biens culturels protégés d'un territoire occupé. Finalement, le texte prévoit le pouvoir de poursuivre tout Canadien qui commet une telle infraction à l'étranger et prévoit un mécanisme de restitution de biens culturels.

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-37

PROJET DE LOI S-37

An Act to amend the Criminal Code and the
Cultural Property Export and Import Act

Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur
l'exportation et l'importation de biens
culturels

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

R.S., c. C-46

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46

2001, c. 41,
s. 2(1)

**1. (1) Paragraph (a) of the definition
“Attorney General” in section 2 of the
Criminal Code is replaced by the following:**

(a) subject to paragraphs (b.1) to (f), with
respect to proceedings to which this Act
applies, means the Attorney General or
Solicitor General of the province in which 10
those proceedings are taken and includes his
or her lawful deputy,

**(2) The definition “Attorney General” in
section 2 of the Act is amended by adding the
following after paragraph (b):**

(b.1) with respect to proceedings in relation
to an offence under subsection 7(2.01), means
either the Attorney General of Canada or the
Attorney General or Solicitor General of the
province in which those proceedings are 20
taken and includes the lawful deputy of any
of them,

**2. Section 7 of the Act is amended by
adding the following after subsection (2):**

(2.01) Despite anything in this Act or any 25
other Act, a person who commits an act or
omission outside Canada that if committed in

Offences in
relation to
cultural property

**1. (1) L’alinéa a) de la définition de
« procureur général », à l’article 2 du Code 5
criminel, est remplacé par ce qui suit :**

a) Sous réserve des alinéas b.1) à f), à l’égard
des poursuites ou procédures visées par la
présente loi, le procureur général ou le
solliciteur général de la province où ces 10
poursuites sont intentées ou ces procédures
engagées ou leur substitut légitime;

**(2) La définition de « procureur général »,
à l’article 2 de la même loi, est modifiée par
15 adjonction, après l’alinéa b), de ce qui suit :**

b.1) à l’égard des poursuites pour toute
infraction visée au paragraphe 7(2.01), le
procureur général du Canada ou le procureur
général ou le solliciteur général de la
province où ces poursuites sont intentées ou 20
le substitut légitime de l’un ou l’autre;

**2. L’article 7 de la même loi est modifié
par adjonction, après le paragraphe (2), de ce
qui suit :**

(2.01) Malgré toute autre disposition de la 25
présente loi ou toute autre loi, quiconque
commet à l’étranger un acte — action ou

2001, ch. 41,
par. 2(1)

Infractions à
l’égard d’un bien
culturel

Canada would constitute an offence under section 322, 341, 344, 380, 430 or 434 in relation to cultural property as defined in Article 1 of the Convention, or a conspiracy or an attempt to commit such an offence, or being an accessory after the fact or counselling in relation to such an offence, is deemed to have committed that act or omission in Canada if the person

(a) is a Canadian citizen;

(b) is not a citizen of any state and ordinarily resides in Canada; or

(c) is a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* and is, after the commission of the act or omission, present in Canada.

Definition of
"Convention"

(2.02) For the purpose of subsection (2.01), "Convention" means the Convention for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict, done at The Hague on May 14, 1954. Article 1 of the Convention is set out in the schedule to the *Cultural Property Export and Import Act*.

3. Section 430 of the Act is amended by adding the following after subsection (4.1):

Mischief in
relation to
cultural property

(4.2) Every one who commits mischief in relation to cultural property as defined in Article 1 of the Convention for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict, done at The Hague on May 14, 1954, as set out in the schedule to the *Cultural Property Export and Import Act*,

(a) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years; or

(b) is guilty of an offence punishable on summary conviction.

R.S., c. C-51

CULTURAL PROPERTY EXPORT AND IMPORT ACT

4. The *Cultural Property Export and Import Act* is amended by adding the following after section 36:

omission — qui, s'il était commis au Canada, constituerait une infraction visée à l'un des articles 322, 341, 344, 380, 430 et 434 à l'égard d'un bien culturel au sens de l'article premier de la convention ou, relativement à une telle infraction, un complot ou une tentative ou un cas de complicité après le fait ou d'encouragement à la perpétration, est réputé commettre l'acte au Canada si, selon le cas :

a) il a la citoyenneté canadienne;

b) il n'a la citoyenneté d'aucun État et réside habituellement au Canada;

c) il est un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* et se trouve au Canada après la commission de l'acte.

10

Définition de
« convention »

(2.02) Pour l'application du paragraphe (2.01), « convention » s'entend de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, conclue à La Haye le 14 mai 1954 et dont l'article premier est reproduit à l'annexe de la *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels*.

3. L'article 430 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4.1), de ce qui suit :

Méfait : bien
culturel

(4.2) Quiconque commet un méfait à l'égard d'un bien culturel au sens de l'article premier de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, conclue à La Haye le 14 mai 1954, dont le texte est reproduit à l'annexe de la *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels*, est coupable :

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de dix ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

35

L.R., ch. C-51

LOI SUR L'EXPORTATION ET L'IMPORTATION DE BIENS CULTURELS

4. La *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels* est modifiée par adjonction, après l'article 36, de ce qui suit :

	CONVENTION FOR THE PROTECTION OF CULTURAL PROPERTY IN THE EVENT OF ARMED CONFLICT AND ITS PROTOCOLS	CONVENTION POUR LA PROTECTION DES BIENS CULTURELS EN CAS DE CONFLIT ARMÉ ET SES PROTOCOLES	
Definitions	36.1 (1) The following definitions apply in this section.	36.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.	Définitions
"Convention" « convention »	"Convention" means the Convention for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict, done at The Hague on May 14, 1954. Article 1 of the Convention is set out in the schedule.	« convention » La Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, conclue à La Haye le 14 mai 1954 et dont l'article premier est reproduit à l'annexe.	« convention » "Convention"
"First Protocol" « premier protocole »	"First Protocol" means the first protocol, done at The Hague on May 14, 1954, to the Convention.	« deuxième protocole » Le deuxième protocole relatif à la convention, conclu à La Haye le 26 mars 1999.	« deuxième protocole » "Second Protocol"
"Second Protocol" « deuxième protocole »	"Second Protocol" means the second protocol, done at The Hague on March 26, 1999, to the Convention.	« État partie » État qui est partie à la convention et au premier ou deuxième protocole.	« État partie » "State Party"
"State Party" « État partie »	"State Party" means a state that is a party to the Convention and the First or Second Protocol.	« premier protocole » Le premier protocole relatif à la convention, conclu à La Haye le 14 mai 1954.	« premier protocole » "First Protocol"
Export or removal of cultural property	(2) No person shall knowingly export or otherwise remove cultural property as defined in subparagraph (a) of Article 1 of the Convention from an occupied territory of a State Party to the Second Protocol, unless the export or removal conforms with the applicable laws of that territory or is necessary for the property's protection or preservation.	(2) Il est interdit de sciemment exporter ou autrement retirer du territoire occupé d'un État partie au deuxième protocole un bien culturel, au sens de l'alinéa a) de l'article premier de la convention, sauf si l'exportation ou le retrait est conforme au droit applicable dans le territoire en cause ou est nécessaire à la protection ou à la conservation du bien.	Exportation ou retrait de biens culturels
Offence outside Canada deemed in Canada	(3) Despite anything in this Act or any other Act, a person who commits an act or omission outside Canada that if committed in Canada would constitute an offence under subsection (2), or a conspiracy or an attempt to commit such an offence, or being an accessory after the fact or counselling in relation to such an offence, is deemed to have committed that act or omission in Canada if the person (a) is a Canadian citizen; (b) is not a citizen of any state and ordinarily resides in Canada; or (c) is a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> and is, after the commission of the act or omission, present in Canada.	(3) Malgré toute autre disposition de la présente loi ou toute autre loi, quiconque commet à l'étranger un acte — action ou omission — qui, s'il était commis au Canada, constituerait une infraction au paragraphe (2) ou, relativement à une telle infraction, un complot ou une tentative ou un cas de complicité après le fait ou d'encouragement à la perpétration, est réputé commettre l'acte au Canada si, selon le cas : a) il a la citoyenneté canadienne; b) il n'a la citoyenneté d'aucun État et réside habituellement au Canada; c) il est un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> et se trouve au Canada après la commission de l'acte.	Infraction commise à l'étranger

Action for
recovery of
cultural property

(4) If the government of a State Party submits a request in writing to the Minister for the recovery and return of any cultural property that has been exported from an occupied territory of that State Party and that is in Canada in the possession of or under the control of any person, institution or public authority, the Attorney General of Canada may institute an action in the Federal Court or in a superior court of a province for the recovery of the property by the State Party.

(4) Sur requête, adressée par écrit au ministre par le gouvernement d'un État partie, en vue de la restitution de tout bien culturel qui se trouve, à la suite de son exportation du territoire occupé de l'État partie, au Canada en la possession ou sous l'autorité d'une personne, d'un établissement ou d'une administration, le procureur général du Canada peut intenter, en vue de cette restitution, une action devant la Cour fédérale ou une cour supérieure provinciale.

Action en
restitution de
biens culturels

Notice

(5) Notice of the commencement of an action under this section on behalf of a State Party shall be served by the Attorney General of Canada on such persons and given in such manner as is provided by the rules of the court in which the action is taken, or, if the rules do not so provide, served on such persons and given in such manner as is directed by a judge of the court.

(5) Avis qu'une action est intentée en vertu du présent article est signifié ou donné par le procureur général du Canada aux personnes et de la manière que prévoient les règles du tribunal saisi ou qu'indique un juge de ce tribunal en l'absence de dispositions à cet effet dans les règles.

Avis

Order for
recovery of
cultural property

(6) The court in which an action has been taken under this section may, after affording all persons that it considers to have an interest in the action a reasonable opportunity to be heard, make an order for the recovery of the property in respect of which the action has been taken or any other order sufficient to ensure the return of the property to the State Party, if the court is satisfied that the property was exported in contravention of the applicable laws of the occupied territory of the State Party or was imported into Canada for its protection or preservation and that the amount fixed under subsection (7), if any, has been paid.

(6) Le tribunal saisi en vertu du présent article d'une action intentée pour le compte d'un État partie peut, après avoir donné à toutes les personnes qu'il estime intéressées par l'action la possibilité d'être entendues, rendre une ordonnance visant le recouvrement du bien en cause ou toute autre ordonnance garantissant sa restitution à l'État partie après constat, d'une part, du fait qu'il a été exporté en contravention avec le droit applicable dans le territoire occupé de l'État partie ou qu'il a été importé au Canada en vue de sa protection ou de sa conservation et, d'autre part, du versement de l'indemnité prévue au paragraphe (7), le cas échéant.

Ordonnance de
restitution

Compensation

(7) The court in which an action has been taken under this section may fix any amount that it considers just in the circumstances to be paid as compensation by the State Party to a person, institution or public authority that establishes to the satisfaction of the court that the person, institution or public authority is a *bona fide* purchaser for value or has a valid title to the property in respect of which the action has been taken and had no knowledge at the time the property was purchased or the title to the property was acquired that the property

(7) Le tribunal saisi d'une action intentée en vertu du présent article peut fixer l'indemnité qu'il estime juste, compte tenu des circonstances, à verser par l'État partie à la personne, l'établissement ou l'administration qui le convainc, à la fois, de sa qualité d'acheteur de bonne foi du bien en cause ou de la validité de son titre de propriété sur le bien et de son ignorance, au moment de l'achat ou de l'acquisition du titre, du fait que le bien, selon le cas :

Indemnité

a) a été exporté en contravention avec le droit applicable dans le territoire occupé de l'État partie;

45

	(a) had been exported in contravention of the applicable laws of the occupied territory of the State Party; or	b) a été importé au Canada en vue de sa protection ou de sa conservation.	
	(b) had been imported into Canada for its protection or preservation.		5
Safe-keeping	(8) The court may, at any time in the course of an action under this section, order that the property in respect of which the action has been taken be turned over to the Minister for safe-keeping and conservation pending final disposition of the action.	(8) En tout état de cause, le tribunal peut, par ordonnance, confier au ministre la garde et la conservation du bien.	Garde 5
Permit to export	(9) The Minister shall, on receipt of a copy of a court order made under subsection (6), issue a permit authorizing any person authorized by the State Party on behalf of which the action was taken to export the property in respect of which the order was made to that State.	(9) Sur réception de l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (6), le ministre délivre un permis habilitant toute personne qui y est autorisée par l'État partie pour le compte duquel l'action a été intentée à y exporter le bien en 15 cause.	Permis
Limitations inapplicable	(10) Section 39 of the <i>Federal Courts Act</i> does not apply in respect of any action taken under this section.	(10) L'article 39 de la <i>Loi sur les Cours fédérales</i> ne s'applique pas aux actions intentées en vertu du présent article.	Prescription 20
	5. The portion of subsection 45(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	5. Le passage du paragraphe 45(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	
Offences and punishment	45. (1) Every person who contravenes any of the provisions of subsection 36.1(2) and sections 40 to 44 is guilty of an offence and liable	45. (1) Quiconque contrevient au paragraphe 36.1(2) ou à l'un des articles 40 à 44 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :	Infractions et peines 20
	6. The Act is amended by adding, after section 52, the schedule set out in the schedule to this Act.	6. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 52, de l'annexe figurant à l'annexe de la présente loi.	30
	COORDINATING AMENDMENT	DISPOSITION DE COORDINATION	
2004, c. 3	7. On the later of the coming into force of this Act and the coming into force of section 1 of <i>An Act to amend the Criminal Code (capital markets fraud and evidence-gathering)</i>, chapter 3 of the Statutes of Canada, 2004, paragraph (a) of the definition "Attorney General" in section 2 of the <i>Criminal Code</i> is replaced by the following:	7. À l'entrée en vigueur de l'article 1 de la <i>Loi modifiant le Code criminel (fraude sur les marchés financiers et obtention d'éléments de preuve)</i>, chapitre 3 des Lois du Canada (2004), ou à celle de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, l'alinéa a) de la définition de «procureur général», à l'article 2 du <i>Code criminel</i>, est remplacé par ce qui suit :	25 2004, ch. 3
	(a) subject to paragraphs (b.1) to (g), with respect to proceedings to which this Act applies, means the Attorney General or	a) Sous réserve des alinéas b.1) à g), à l'égard des poursuites ou procédures visées par la présente loi, le procureur général ou le	

Solicitor General of the province in which those proceedings are taken and includes his or her lawful deputy,

solliciteur général de la province où ces poursuites sont intentées ou ces procédures engagées ou leur substitut légitime;

SCHEDULE
(Section 6)

SCHEDULE
(Subsection 36.1(1))

ARTICLE 1 OF THE CONVENTION FOR THE PROTECTION
OF CULTURAL PROPERTY IN THE EVENT OF ARMED
CONFLICT DONE AT THE HAGUE ON MAY 14, 1954

ARTICLE 1

DEFINITION OF CULTURAL PROPERTY

For the purposes of the present Convention, the term “cultural property” shall cover, irrespective of origin or ownership:

(a) movable or immovable property of great importance to the cultural heritage of every people, such as monuments of architecture, art or history, whether religious or secular; archaeological sites; groups of buildings which, as a whole, are of historical or artistic interest; works of art; manuscripts, books and other objects of artistic, historical or archaeological interest; as well as scientific collections and important collections of books or archives or of reproductions of the property defined above;

(b) buildings whose main and effective purpose is to preserve or exhibit the movable cultural property defined in subparagraph (a) such as museums, large libraries and depositories of archives, and refuges intended to shelter, in the event of armed conflict, the movable cultural property defined in subparagraph (a);

(c) centres containing a large amount of cultural property as defined in subparagraphs (a) and (b), to be known as “centres containing monuments”.

ANNEXE
(article 6)

ANNEXE
(paragraphe 36.1(1))

ARTICLE PREMIER DE LA CONVENTION POUR LA
PROTECTION DES BIENS CULTURELS EN CAS DE CONFLIT
ARMÉ CONCLUE À LA HAYE LE 14 MAI 1954

ARTICLE PREMIER

DÉFINITION DES BIENS CULTURELS

Aux fins de la présente Convention, sont considérés comme biens culturels, quels que soient leur origine ou leur propriétaire :

a) les biens, meubles ou immeubles, qui présentent une grande importance pour le patrimoine culturel des peuples, tels que les monuments d’architecture, d’art ou d’histoire, religieux ou laïques, les sites archéologiques, les ensembles de constructions qui, en tant que tels, présentent un intérêt historique ou artistique, les œuvres d’art, les manuscrits, livres et autres objets d’intérêt artistique, historique ou archéologique, ainsi que les collections scientifiques et les collections importantes de livres, d’archives ou de reproductions des biens définis ci-dessus;

b) les édifices dont la destination principale et effective est de conserver ou d’exposer les biens culturels meubles définis à l’alinéa a), tels que les musées, les grandes bibliothèques, les dépôts d’archives, ainsi que les refuges destinés à abriter, en cas de conflit armé, les biens culturels meubles définis à l’alinéa a);

c) les centres comprenant un nombre considérable de biens culturels qui sont définis aux alinéas a) et b), dits « centres monumentaux ».

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995

Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5